



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du
logement

Unité Territoriale du
Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :

Sébastien CARRE

Tél : 03.28.23.81.59

Fax : 03.28.65.59.45

Sebastien.carre@developpement-durable.gouv.fr

Gravelines, le - 2 JUIN 2014

**RAPPORT
DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

**POUR PASSAGE AU
CODERST**

OBJET : Garanties financières pour la constitution pour la mise en
sécurité des installations soumises à constitution de
garanties financières - Rapport proposant un arrêté
complémentaire

N° S3IC : 070.03941

Type d'établissement : A/IPPC/PN

Assujettissement TGAP : Oui

Équipe : G4

DEMANDEUR

Raison sociale : **DUNKERQUE GRAND LITTORAL**

Siège social : Pertuis de la Marine
BP 5530
59386 DUNKERQUE CEDEX

Adresse de l'établissement : Centre de Valorisation Énergétique de DUNKERQUE
Rue Armand Carrel
ZI de Petite Synthe
59640 DUNKERQUE

Contact : M. Hervé CARRON - VEOLIA

Sommaire

Annexes

I Objet du présent rapport
II Analyse de l'inspection des installations classées
III Proposition de l'inspection des installations classées

Annexe 1 : Proposition de garanties financières de l'exploitant
Annexe 2 : Proposition d'arrêté préfectoral

I. OBJET DU PRESENT RAPPORT

Les articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement imposent l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, à compter du 1er juillet 2012. Les installations dont le montant est inférieur à 75 000 euros sont toutefois exemptées de cette obligation.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, l'exploitant est concerné et a transmis à Monsieur le Préfet sa proposition de calcul du montant des garanties financières pour la mise à l'arrêt des installations. Le site est en effet autorisé au titre des rubriques ICPE suivantes : 2716, 2771 et 2791.

II. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La proposition de montant transmis par l'exploitant figure en annexe1.

Ces éléments ont été examinés par l'inspection des installations classées au regard des dispositions :

- des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées,
- des instructions de la note de la DGPR du 20 novembre 2013.

Les montants proposés n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Sur la base des éléments d'actualisation prévu à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières :

Taux de TVA au 31/01/2014	20 %
Taux de TVA en janvier 2011	19,6 %
Indice TP01 publié au 31/01/2014	703,6
Indice TP01 publié au 31/01/2011	667,7
α	1,0573

et M, le montant global des garanties proposé étant égal à $Sc[Me + \alpha(Mi + Mc + Ms + Mg)]$, le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant s'élève et se décompose comme suit :

M	Me	Mi	Mc	Ms	Mg
Montant global	Montant élimination des déchets et produits	Montant inertage des cuves	Montant clôture	Montant surveillance	Montant gardiennage
701 900 €	593 970 €	180 €	23 700 €	2 850 €	15 000 €

S'agissant des suites à donner, le montant proposé étant supérieur ou égal à 75 000 Euros, il doit être fixé par arrêté préfectoral complémentaire.

III. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte tenu des éléments qui précèdent, et en application des dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de fixer par arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement le montant des garanties financières applicables à l'exploitant. Un projet en ce sens est joint en annexe 2.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire au CODERST.

L'Ingénieur divisionnaire de l'Industrie et des Mines,
Inspecteur de l'environnement
Spécialité Installations Classées



Sébastien CARRÉ

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord - Pas-de-Calais - À l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Gravelines, le **- 2 JUIN 2014**

L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,
Chef de mission,
Chef de l'Unité Territoriale du Littoral



David LEFRANC

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de la Région Nord – Pas-de-Calais, Préfet du département du Nord - DIPP - BPUP

23 JUIN 2014

Lille, le

P/Le Directeur et par délégation,
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Risques



Alexandre DOZIERES

177. 181. 182.

DREAL
Route de Bourbourg
59820 GRAVELINES

A l'attention de monsieur DEPUYDT

Dunkerque, le 19 juillet 2013

Nos Réf : Let13.07.004

Objet : **Garanties financières – décret du 3 mai 2012**

Copie : F. Mazouni

Monsieur,

L'arrêté du 31 mai 2012 détermine les modalités de calcul du montant des garanties financières exigées par le décret du 3 mai 2012 concernant certaines ICPE dont les UIOM (rubrique ICPE 2771).

La société VALNOR exploite le CVE de Dunkerque pour le compte de la communauté urbaine de Dunkerque.

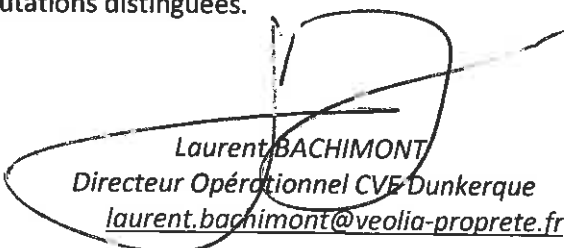
L'exploitant doit transmettre au Préfet une proposition de montant de garanties accompagnées des valeurs et justifications techniques des différents paramètres pertinents ayant permis le calcul prévu dans l'annexe I ou dans l'accord de branche, ou le calcul spécifique proposé par l'exploitant, six mois avant la première échéance de constitution prévue, soit au plus tard avant le 31 décembre 2013.

Dans ce cadre réglementaire, vous trouverez ci-après le calcul des garanties financières pour l'installation concernée.

Nous vous remercions de nous faire part de votre validation ou de vos observations éventuelles.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.


Laurent BACHIMONT
Directeur Opérationnel CVE Dunkerque
laurent.bachimont@veolia-proprete.fr

CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

- Elimination des produits dangereux et des déchets 593 970 €
 - REFIOM 11 410 €
 - MACHEFERS 27 200 €
 - INERTES 0 €
 - DASRI 0 €
 - DIVERS CHIMIQUES 11 360 €
 - OM 544 000 €

- Pose d'une clôture et de pa 180 €

- Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement 23 700 €

- Neutralisation des cuves enterrées présentant un risque 2850 €

- Coût de gardiennage (pour 6 mois/ réalisé par la CUD)..... 0 €

MONTANT GLOBAL DE LA GARANTIE FINANCIERE 684 183. 56€

Annexe 2

Arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à DUNKERQUE GRAND LITTORAL pour la poursuite d'activité de son Centre de Valorisation Énergétique situé Rue Armand Carrel, Zone Industrielle de Petite-Synthe à DUNKERQUE

Le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment le titre I du livre V pour ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 autorisant DUNKERQUE GRAND LITTORAL pour son Centre de Valorisation Énergétique situé Rue Armand Carrel, Zone Industrielle de Petite-Synthe à DUNKERQUE (59640) à exploiter une activité d'incinération d'ordures ménagères ;

Vu le courrier du 19 juillet 2013, par lequel la société VALNOR, exploitant le CVE de Dunkerque pour le compte de la Communauté Urbaine de Dunkerque, transmet une proposition de calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations, visées sous les rubriques 2716, 2771 et 2791 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du xxxx ;

Vu l'avis du CODERST du xxxx ;

Considérant que la société SICAL est visée dans la liste des installations figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement pour ses installations de

Considérant qu'en application de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, cette obligation démarre au 1^{er} juillet 2012 ;

Considérant que le site est classé au titre des rubriques ICPE 2716, 2771 et 2791 citées aux annexes de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit, pour les installations concernées, constituer 20 % du montant initial des garanties financières dans un délai de deux ans, soit avant le 1^{er} juillet 2014 ;

Considérant qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, la proposition de montant des garanties financières est adressée au Préfet au moins 6 mois avant la première échéance de constitution, soit avant le 31 décembre 2013 ;

Considérant que la société a transmis cette proposition et que le montant des garanties financières proposé respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

Considérant que l'article R. 512-31 du code de l'environnement prévoit que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées afin de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires ;

Sur la proposition du secrétaire général de la Préfecture du Nord ;

ARRETE :

Article 1er

DUNKERQUE GRAND LITTORAL, dont le siège social est situé Pertuis de la Marine BP 5530 à DUNKERQUE Cedex (59386) est tenue, pour la poursuite d'activité de ses installations de son Centre de Valorisation Énergétique situé Rue Armand Carrel, Zone Industrielle de Petite-Synthe à DUNKERQUE, de constituer des garanties financières pour la mise en sécurité de ses installations.

Article 2 – Montant et établissement des garanties financières

Le montant total des garanties à constituer, suivant le planning fixé à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, est de 701 900 €uros, sur la base d'un indice TP 01 (publié au 31 janvier 2014) égal à 703,6 et pour une TVA de 20 %.

L'échéancier de constitution des garanties financières est conforme à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

L'exploitant adresse au Préfet dans un délai de 3 semaines à compter de la signature du présent arrêté le document attestant de la constitution des 20% du montant initial des garanties financières. Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au Préfet au moins 3 mois avant chaque échéance de l'échéancier de constitution conforme à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de garanties financières en application du 5 de l'article R 516-1 du code de l'environnement. Ces documents sont établis dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 – Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Article 4 – Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 5 – Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation de l'établissement.

Article 6 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées de l'établissement, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 7 – Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de mise en sécurité après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 8 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

